

# Le conflit démocratique, entre pluralisme et polarisation

Philippe Gonzalez, THEMA, ISS, UNIL

La démocratie implique, écrit Claude Lefort (1924-2010), une « institutionnalisation du conflit ». Pour ce philosophe, disciple de Hannah Arendt et de Claude Merleau-Ponty, la division est « constitutive de l'unité même de la société », dans un contexte où le pouvoir ne peut être détenu que de manière temporaire. En démocratie, le lieu du pouvoir est un « *lieu vide* », en constante recomposition, qui ne saurait recevoir de figuration définitive : « ni l'État, ni le peuple, ni la nation ». Aucune de ces instances ne peut être considérée comme l'incarnation totale du souverain – et encore moins Dieu, le roi ou le Parti. Occuper entièrement ce lieu signifierait quitter le giron de la démocratie pour entrer dans celui du totalitarisme. « [L]e lieu du pouvoir s'avère infigurable.<sup>1</sup> »

La démocratie moderne appelle donc le projet d'union de la société – ou plutôt de *mise en commun*. L'union n'est jamais un *donné*, mais un *faire* : une opération qui *compose* nécessairement avec le conflit. Unité et division sont les pôles de ce travail de composition. L'unité d'une société ne se trouve donc pas en amont, dans un indiscutable qui se nantirait de la volonté divine, ou encore de l'appartenance au sang ou au sol. La diversité est première et, avec elle, le conflit, intrinsèque à la démocratie. Nier ce conflit relève au mieux de l'angélisme. Plus funestement, une telle négation risque d'imposer à la société un rapport de force échappant au débat et à la nécessaire négociation. La force s'exerce alors en pure domination. Reconnaître l'existence du conflit permet d'encadrer les dissensions par des institutions qui empêchent que la division ne devienne insurmontable et ne dégénère en guerre civile. D'où la nécessaire « institutionnalisation du conflit » évoquée par C. Lefort.

Le philosophe attire notre attention sur le fait que la figuration du pouvoir constitue l'un des enjeux majeurs de la démocratie. Comment est dépeinte la figure du souverain ? Qui est susceptible de « l'incarner » ? Et une telle « incarnation » est-elle souhaitable ? C. Lefort évoque la figuration du souverain absolu dans le chapitre qu'il consacre au

---

<sup>1</sup> Les citations sont tirées de « La question de la démocratie » (initialement paru en 1983), chapitre qui ouvre le recueil de C. Lefort, *Essais sur le politique : XIXe-XXe siècles*, Paris, Seuil, 1986.

« théologico-politique »<sup>2</sup>. Cette figure absolue peut être celle du monarque, mais aussi, depuis 1789, celle du peuple. Ainsi, les ambiguïtés de la souveraineté absolue – pour ne pas dire la « tentation » – ne sont pas levées par le passage de l'individu à la masse. Le « peuple » peut aussi incarner le tyran, si son mode de composition refuse d'intégrer le pluralisme.

La question politique est étroitement liée à la manière dont se figure le lieu du pouvoir et l'instance qui occupe ce lieu. C'est pourquoi l'avènement de la modernité politique est indissociable d'une critique du pouvoir qui transite par la dégradation des images. Ce processus débute dès la Réforme, avec l'iconoclasme protestant, qui met saccage les « saintes » images (ou reliques) exhibant la puissance sacramentelle de l'Église catholique romaine, ainsi que la sacralité que cette instance confère aux souverains séculiers. Cette dégradation des images se perpétue jusqu'à nos jours par l'usage, en politique, de la satire et de la caricature, visant à saper la légitimité symbolique dont serait auréolée la figure du puissant<sup>3</sup>.

La performance « blasphématoire » du groupe de rock féministe russe Pussy Riot constitue un exemple contemporain de critique politique. Ainsi, en 2012, pour s'opposer à la campagne présidentielle de Vladimir Poutine et dénoncer ses liens étroits avec l'Église orthodoxe, les jeunes musiciennes du collectif interprètent, encagoulées, un « *Te Deum punk* », intitulé « Marie mère de Dieu — chasse Poutine ! », dans la cathédrale du Christ-Sauveur de Moscou. Trois membres du groupe seront condamnées à trois ans de camp de travail pour vandalisme et incitation à la haine religieuse. Cette sentence révèle déjà, à l'époque, le caractère autocratique de la démocratie russe.

Le conflit occupe une place centrale dans la vie et le projet démocratiques. Il reflète les tensions inhérentes à la diversité au sein d'une société. Cette diversité peut être perçue de deux manières : comme un atout à exploiter pour élaborer ensemble une société plus hospitalière, favorisant ainsi le pluralisme ; ou comme une menace à éliminer par la force. Dans ce dernier cas, le conflit se transforme en polarisation, mettant à l'épreuve la capacité des institutions sociales à contenir la violence.

---

<sup>2</sup> Le chapitre « Permanence du théologico-politique ? », initialement paru en 1981, figure dans les *Essais*.

<sup>3</sup> Je me permets de renvoyer à Ph. Gonzalez & L. Kaufmann. 2016. « La caricature sans blasphème ? Sémantique et pragmatiques du Prophète en Une de Charlie Hebdo. » *Communication & Langues* 2016 (187): 47-68.

Pour mener à bien notre réflexion, je vous propose de prendre appui sur deux enquêtes récentes menées en Suisse, et auxquelles j'ai été associé.

La première est le fait de Lara Page, une étudiante sciences sociales à l'Université de Lausanne. Cette jeune chercheuse a réalisé son mémoire de Master sous ma direction, une recherche intitulée *Kulturkampf 2.0 ? Une socioanalyse du compte Instagram des Jeunes UDC Suisse*. L'étudiante y explore la manière dont ce parti politique utilise les réseaux sociaux, en particulier Instagram, pour véhiculer des messages polarisants et controversés. Ce sera l'occasion de réfléchir aux modalités selon lesquelles s'exerce une critique dans l'espace public. La question de fond sera : peut-on soumettre n'importe quelle figure à la dégradation ? Et quels sont les effets d'une telle dégradation sur le conflit ?

La seconde enquête a été réalisée par la journaliste d'investigation Camille Krafft, et paraîtra cet automne aux Éditions Antipodes sous le titre *D'un loup à l'autre*. Le livre retrace le débat houleux et polarisé concernant le retour du loup en Suisse. J'ai eu le privilège de rédiger la postface de cet ouvrage. Cette postface nourrit les réflexions que je propose ici autour d'une institution essentielle à « l'institutionnalisation du conflit », c'est-à-dire la presse.

### **Toutes les figures sont-elles critiquables au même titre ?**

Le mémoire de L. Page part d'un constat : le contexte politique et social de la Suisse contemporaine est marqué par une polarisation croissante des opinions sur des sujets tels que l'identité nationale, les questions de genre, l'orientation sexuelle et les questions environnementales. Dans un tel contexte, le compte Instagram des Jeunes UDC se distingue par son approche virulente et clivante, souvent en réponse à des mouvements étudiants (de gauche), à des manifestations LGBTQ et à des campagnes écologiques. La chercheuse établit un parallèle avec le *Kulturkampf* du XIXe siècle, un conflit culturel qui opposait les partisans de la laïcité aux défenseurs de l'Église catholique. Les publications des Jeunes UDC semblent traduire une guerre culturelle moderne, visant à dresser une partie de la population contre des ennemis perçus comme internes à la nation.

L'enquête de L. Page se concentre dans un premier temps sur l'analyse du profil Instagram des Jeunes UDC. La chercheuse identifie plusieurs types de publications et

leurs objectifs. Ces publications sont souvent polémiques, notamment celles liées aux événements LGBTQ ou aux manifestations pour le climat. Deux publications spécifiques sont mises en avant : un post sur la Gay Pride de Berne et un autre sur une drag queen, qui ont suscité de nombreuses réactions. L'auteur souligne comment ces publications cherchent à provoquer un débat en opposant les valeurs traditionnelles suisses, symbolisées par le drapeau national, aux revendications des groupes minoritaires – qui se voient dégradés, notamment par le recours à la caricature. Ces posts visent à créer une division claire entre "les bons" (les partisans des Jeunes UDC) et "les méchants" (les groupes progressistes), ce qui renforce la polarisation dans la société.

L'analyse montre également que ces publications génèrent beaucoup de réactions négatives, notamment des commentaires critiques et sarcastiques de la part des internautes, en réponse aux propos jugés homophobes ou intolérants. Cependant, l'auteur note que malgré cette opposition visible, le compte des Jeunes UDC parvient à accroître sa visibilité et son influence, renforçant ainsi sa stratégie de communication polémique. La polarisation est donc un moyen efficace pour les Jeunes UDC de se démarquer sur les réseaux sociaux.

L. Page poursuit son analyse en proposant une comparaison avec les comptes Instagram des Jeunes Verts et des Jeunes du Centre. Leurs stratégies respectives de communication diffèrent sensiblement de celles des Jeunes UDC. Par exemple, les Jeunes Verts utilisent des visuels harmonieux et des messages axés sur la mobilisation et l'inclusion, tandis que les Jeunes du Centre adoptent une approche plus modérée et moins provocatrice. L'auteur observe que les publications des Jeunes Verts ne suscitent pas le même type de réactions polarisées que celles des Jeunes UDC, en raison d'une approche moins agressive et plus consensuelle de la communication politique. Surtout, si ces partis se livrent à la caricature, celle-ci vise exclusivement des politiciens ou des élus. C'est bien le « puissant » qui est dégradé, et non une portion de la population.

L'analyse fait apparaître que la communication des Jeunes UDC sur Instagram repose principalement sur une stratégie de polarisation et de division, avec pour objectif de mobiliser leur base électorale en jouant sur les émotions et la peur. Le recours à des ennemis « fantasmés », comme les militants « wokes », les activistes climatiques ou encore les *drag queens*, permet au parti de cristalliser les débats autour de la défense de la Suisse traditionnelle. La stratégie est analogue à celle du parti-mère, l'UDC, qui vise

en revanche la figure de l'ennemi *extérieur* (le « migrant », le « musulman » ou le « criminel étranger »). Selon L. Page, cette stratégie, bien qu'efficace en termes de visibilité, alimente un climat de ressentiment et d'hostilité dans la société suisse. En d'autres termes, ce mode de communication politique met à mal la capacité de notre démocratie à « institutionnaliser le conflit ».

### **Médiatiser le conflit**

Dans *D'un loup à l'autre*, la journaliste Camille Krafft restitue le débat relatif au retour du loup en Suisse. Ce débat est polarisé entre deux options extrêmes : protéger les troupeaux pour éviter d'abattre les loups ou, à l'inverse, tirer sur les loups pour préserver les troupeaux. Cette polémique a atteint un tel niveau que chaque mot utilisé dans ce contexte devient piégé. Parler de « retour » du loup, par exemple, n'est plus neutre. Ce terme, utilisé principalement par les scientifiques et les défenseurs de l'environnement, suggère un phénomène naturel de migration et de réinstallation du loup dans son habitat d'origine. Cette vision est souvent partagée par les partis de gauche et les écologistes.

De l'autre côté du débat, certains éleveurs et militants de droite rejettent cette idée et défendent la thèse de la « réintroduction » humaine du loup. Selon eux, l'animal n'est pas revenu naturellement, mais aurait été réintroduit par des groupes intéressés à sa protection. Cette vision reste largement non prouvée, fondée principalement sur des vidéos et des images non sourcées qui circulent sur les réseaux sociaux. Ces réseaux fonctionnent comme des caisses de résonance pour la rumeur – aux antipodes de ce que propose l'enquête journalistique. Cependant, ces supports visuels véhiculés par les plateformes sociales alimentent l'opinion publique et polarisent encore davantage les discussions.

Face à cette opposition tranchée, C. Krafft choisit de ne pas se ranger dans l'un des camps. Si elle prend parti, c'est pour les faits, au travers d'une enquête rigoureuse et nuancée. Le doute lui apparaît comme un outil essentiel, non seulement pour les journalistes, mais aussi pour le débat public dans son ensemble. Ce doute, loin d'être un scepticisme stérile, devient un moyen d'écouter et de se mettre à l'écoute des autres perspectives, même celles qui s'opposent à nos propres convictions. Cette attitude tente d'ouvrir des espaces de dialogue où la compréhension de l'autre devient possible.

C. Krafft s'efforce ainsi de donner la parole à tous les acteurs concernés par la question du loup : bergers, chasseurs, éleveurs, fonctionnaires, gardes-faune, militants et scientifiques. Ce faisant, elle dévoile la richesse et la complexité des situations auxquelles ces personnes sont confrontées, sans chercher à simplifier ou caricaturer les enjeux. Elle adopte une position de médiation, restant « au milieu », à égale distance des différents points de vue, comme le suggère l'étymologie du mot « média ».

Le travail d'investigation mené par C. Krafft fait apparaître que le débat autour du loup reflète des enjeux sociaux plus larges, comme la fracture entre les mondes rural et urbain. D'un côté, les éleveurs sont attachés émotionnellement à leurs troupeaux, et de l'autre, certains militants écologistes idéalisent le loup en lui attribuant des qualités humaines, comme la fidélité ou le sens familial, au détriment des humains eux-mêmes. Ce contraste révèle une incompréhension mutuelle entre ces deux groupes, chacun projetant sur l'autre des stéréotypes qui empêchent le dialogue.

C. Krafft s'efforce de déconstruire ces stéréotypes et de replacer la question du loup dans un cadre plus large, celui de la cohabitation entre l'homme et les autres espèces dans un contexte de crise écologique. En fin de compte, le loup n'est ni un héros, ni un ennemi, mais une espèce animale dotée de sa propre culture sociale, tout comme les humains. Cependant, sa présence soulève des questions politiques cruciales concernant la gestion de l'environnement et la manière dont les décisions publiques affectent les individus, en particulier les éleveurs.

L'enquête de C. Krafft nous invite à repenser notre rapport au débat public. Il s'agit d'un plaidoyer pour la complexité et le pluralisme, contre les réflexes simplistes de polarisation. En examinant les faits et en écoutant les différentes voix, nous pouvons espérer construire une société capable de coexister, non seulement avec le loup, mais aussi avec des perspectives divergentes.

Surtout, ce livre met en lumière le rôle essentiel que joue un journalisme rigoureux et indépendant parmi les institutions qui nous permettent de tenir ensemble, en tant que société, malgré nos divergences. Ce journalisme, essentiel à l'institutionnalisation du conflit, est pourtant battu en brèche par les crises à répétition qui secouent les médias romands. Se pose alors la question de savoir si notre démocratie sera en mesure de survivre à la disparition d'une part essentielle de notre écosystème médiatique.